



DES RAISONS DE SE MOBILISER ENCORE PLUS FORT EN 2011

La Direction de la SNCF a présenté les comptes annuels 2010 de la SNCF, lors du Conseil d'Administration du 17 février 2010. Si l'année 2010 voit la SNCF revenir dans le vert en affichant un résultat net positif de 700M€, l'addition est salée pour les cheminots et le service public.

Après une année 2009 marquée par de forts impacts de la crise du système capitaliste sur les transports, la SNCF a connu une reprise en demi-teinte en 2010.

Ses trafics ont peu progressé en volume. Pire, ceux de fret SNCF ont continué de décroître de 12,4%.

Depuis 2002 et la succession de plans de casse impulsés par la Direction de la SNCF, le volume transporté par fret SNCF a chuté de 55 milliards de tonnes kilomètre (GTK) à 22 GTK.

USAGERS ET CHEMINOTS FONT LES FRAIS DES ÉCONOMIES

L'augmentation du chiffre d'affaires, à périmètre constant, ne repose donc pas sur une amélioration de l'offre, mais sur une hausse des prix pour des usagers de plus en plus insatisfaits de la qualité de service offerte.

A noter que le modèle économique du TGV, qui tirait les résultats vers le haut, est attaqué structurellement par les choix politiques de l'État dans le système ferroviaire. Les péages versés à RFF ont de nouveau cru de 140M€ en 2010. De plus, ses comptes se voient amputés annuellement de 100M€ depuis que l'État est devenu Autorité organisatrice des trains d'équilibre du territoire.

Au-delà des recettes, la réduction des dépenses sur l'appareil de production est un élément contributif majeur du résultat.

Si la SNCF affiche une économie de 130M€ sur les achats, elle se gargarise surtout d'avoir réalisé une économie de 200M€ sur le personnel, en limitant l'évolution des charges de personnel à 1,3% au niveau de Groupe et à 0,5% sur l'établissement public. Les coupes sombres ont donc été effectuées sur les cheminots par pression sur les déroulements de carrière, une politique salariale au rabais et la suppression de près de 4 000 cheminots en moyenne sur l'année 2010.

LA CGT ET LES CHEMINOTS NE BAISSENT PAS LES BRAS

Si la Direction de la SNCF et d'autres semblent s'en féliciter, la CGT, pour sa part, dénonce cette politique d'économies aveugle et destructrice. Ajoutée aux multiples désorganisations qui nuisent à l'appareil de production, elle génère de plus en plus de tensions tant sur les cheminots, leurs conditions de vie et de travail que sur la qualité, la régularité, la sécurité, l'efficacité de la production ferroviaire.

Pas étonnant dès lors que la SNCF doive faire face à une montée du mécontentement des usagers.

C'est un prolongement des mobilisations que mènent les cheminots avec la CGT et en particulier du conflit d'avril 2010 et des revendications pour l'emploi, le service public et contre les réorganisations improductives.

Rappelons que cette action d'avril, à l'appel de la seule CGT, aura permis d'atténuer les suppressions d'emplois en contraignant la DRH de la SNCF à hisser le niveau des recrutements 2010 à 3443, alors qu'elle tablait sur 1 300 à 1 800 recrutements maximum.

Sans ces actions, l'addition aurait été beaucoup plus lourde, tant en 2010 que dans le budget 2011.

Ce sont des points d'appui pour les actions que la CGT entend poursuivre avec les cheminots.

GOUVERNEMENT ET DIRECTION DE LA SNCF EN MISSION POUR ORIENTER LE VOTE DES CHEMINOTS LE 24 MARS 2011

C'est d'ailleurs parce qu'il est en difficulté vis-à-vis des mobilisations, qu'il est contesté par et dans son management que depuis quelques mois, G.Pépy tape du pied à l'Élysée pour obtenir une nouvelle lettre de mission du Président de la République. C'est chose faite !

Dans cette lettre de mission largement inspirée par Guillaume PEPY, N. Sarkozy renouvelle son soutien indéfectible à la stratégie libérale menée par la SNCF, pour aller plus loin et plus vite dans la transformation de l'entreprise publique vers une entreprise de marché et par conséquent la casse du service public et du statut des cheminots. Dans ce cadre, le résultat des élections va énormément peser sur l'avenir.

Du vote des cheminots à l'élection CE dépendra la représentativité de chacune des OS à la SNCF et donc le paysage syndical dont disposera ou non le Président de la SNCF pour mener à bien ses projets de casse.

A un mois des élections CE/DP du 24 mars, les Présidents PEPY et SARKOZY en profitent donc pour s'inviter volontairement dans la campagne électorale et tenter de peser sur le choix des cheminots avec l'espoir de favoriser un syndicalisme d'acceptation, voire de renoncement à contre-courant du syndicalisme porté par la CGT.

LE VOTE CGT PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

Nous le voyons donc, les enjeux de ces élections CE et DP dépassent de très loin l'obtention ou non de chèques vacances dans un Comité d'établissement... Un chèque vacances, ça ne remplacera jamais un emploi, pire ça en supprimerait, ça ne donne pas à manger, ça n'augmente pas le pouvoir d'achat, ça ne prévient pas le stress au travail, ça ne fait pas un salaire décent...

Le 24 mars, c'est un vrai choix de syndicalisme et un choix d'entreprise qui est proposé aux cheminots. **La publication des comptes 2010 de la SNCF renforce l'exigence de porter d'autres propositions et d'autres perspectives pour les cheminots et le service public et d'élever encore plus le rapport de forces dès les élections du 24 mars 2011.**

A ce titre, la CGT dénonce l'attribution d'un nouveau dividende de 69M€ à l'État sur les résultats de l'année 2010, payé sur les suppressions d'emplois, la modération salariale et la casse sociale. Ce qui porte sur quatre exercices à près de 400M€ le montant versé à l'État qui se comporte en actionnaire.

La CGT propose que l'État reverse ces sommes à la SNCF en exigeant de renforcer les moyens humains, matériels pour « développer la qualité de service » et « en faveur des conditions de vie au travail », comme l'écrit N. Sarkozy dans sa lettre de mission, ou encore pour augmenter les salaires, plutôt que d'exiger de la SNCF et des cheminots des efforts encore plus importants de productivité et de réduction des coûts.